

## Évaluation économique de l'Ukraine, 2007

**Quels ont été les moteurs de la croissance ?**

**Quels sont les défis principaux pour les politiques budgétaire et monétaire ?**

**Pourquoi l'amélioration du climat des affaires est si importante ?**

**Qu'est ce qui contraint le processus de création-destruction en Ukraine ?**

**Comment la réglementation se compare-t-elle à celle des pays de l'OCDE ?**

**Pourquoi concurrence et privatisations demeurent des priorités capitales pour l'Ukraine ?**

**Pour plus d'informations**

**Références**

**Où nous contacter ?**

### Résumé

Au cours de la période 2000-06, la croissance du PIB s'est élevée à 7,4 % en moyenne, enregistrant un fort rebond après la sévère récession des années 90, et a été stimulée par une amélioration des termes de l'échange, un regain de l'investissement et un boom de la consommation des ménages. Les facteurs à l'œuvre vont cependant au-delà d'une simple reprise économique de l'après-crise financière, portée par un environnement externe favorable. La stabilisation macroéconomique et les politiques structurelles menées à la fin des années 90 ont contribué largement à créer les fondements de la phase de croissance actuelle, par le durcissement des contraintes budgétaires des entreprises et par, enfin, le relâchement des contraintes pesant sur le processus schumpetérien de création-destruction qui sous-tend le développement économique. A l'instar de nombreux pays de la CEI, l'Ukraine a pris du retard sur les pays d'Europe centrale dans la transition vers l'économie de marché, compte tenu du fait que les autorités se sont plus souvent attelées à empêcher le changement structurel qu'à le faciliter. Par conséquent, il reste beaucoup à faire pour maintenir l'Ukraine sur un sentier de croissance forte et durable. L'un des principaux axes du présent rapport est d'examiner ce qui peut encore être entrepris pour réduire les nombreux obstacles qui continuent d'entraver l'entrée, la sortie et la concurrence sur le marché des biens, et pour ainsi stimuler le dynamisme et la flexibilité de l'économie de marché. Les gains potentiellement engendrés par ces réformes devraient être d'autant plus importants qu'il existe une complémentarité entre elles, en particulier pour ce qui concerne la réforme de la réglementation, la concurrence et les privatisations. L'amélioration des conditions générales dans lesquelles opèrent les entreprises est également un élément clé, compte tenu notamment du besoin d'accroître l'investissement privé. S'attaquer à ces questions est d'autant plus urgent que, malgré une croissance qui reste soutenue et une marge de rattrapage encore considérable, un certain nombre de facteurs ayant soutenu la croissance depuis 1999 ont épuisé, ou épuiseront bientôt, leur potentiel. ■

*Cette Synthèse présente le résumé de l'évaluation économique de l'Ukraine pour 2007. Le Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, composé des 30 pays membres de l'Organisation et de la Commission européenne, a débattu de cette évaluation. Le Département des affaires économiques prépare un projet d'étude qui est ensuite modifié sur la base des délibérations et publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.*

### Quels ont été les moteurs de la croissance ?

Dans la phase initiale de reprise amorcée en 1999, après une décennie de récession, l'Ukraine a bénéficié de la forte dévaluation de la hryvnia et de l'existence de capacités de production sous-utilisées. Tout au long de la période, elle a aussi tiré parti de prix de l'énergie relativement bas. La croissance a été soutenue dans la plupart des secteurs, la contribution la plus importante provenant de l'expansion des services – leur part dans l'ensemble de la valeur ajoutée a crû de 8.5 points de pourcentage entre 2001 et 2006. Du côté de la demande, c'est la consommation privée qui, par sa vigueur, a été le principal moteur de la croissance depuis 2001, même si les investissements y ont aussi contribué de manière non négligeable. La consommation des ménages, en forte progression, s'est appuyée sur une hausse rapide des salaires et des transferts sociaux, ainsi que sur la croissance spectaculaire des crédits aux particuliers. La hausse des revenus a bénéficié à la majeure partie des ménages ukrainiens, et aussi bien le chômage que la pauvreté ont considérablement reculé depuis 1999. La croissance de la demande a été soutenue par une progression cumulée des termes de l'échange de 17 % entre 2002 et 2006. Cela est essentiellement dû à la forte hausse des cours des métaux, qui représentent environ 40 % des exportations. En 2006, les hausses des prix des métaux ont même permis de compenser le choc du quasi-doublement des prix d'importation du gaz russe.

En dépit de rapides gains de productivité dans le secteur manufacturier et de la hausse constante des termes de l'échange, l'excédent commercial hors ressources minérales a connu, ces dernières années, un recul rapide. Ce mouvement est en partie imputable au fait que l'industrie ukrainienne a largement épuisé les gains de compétitivité-coût enregistrés après la crise. Au cours de la première phase du cycle d'expansion, les gains de productivité ont très nettement excédé les hausses salariales, mais ces dernières se sont accélérées ces dernières années, et l'écart s'est aujourd'hui résorbé. Certains signes montrent par ailleurs que les industriels ukrainiens éprouvent des difficultés pour affronter la concurrence, du point de vue de la qualité, sur les marchés hors CEI. En outre, dans les années à venir, la compétitivité du secteur exportateur sera affectée par de nouvelles hausses des prix des importations de gaz naturel. La question du prix du gaz est particulièrement sensible car l'Ukraine dispose d'une palette plutôt réduite d'avantages comparatifs révélés – pour la plupart concentrés, qui plus est, dans des secteurs à forte intensité énergétique. ■

### Quels sont les défis principaux pour les politiques budgétaire et monétaire ?

Le maintien de la discipline budgétaire depuis 1999 est une réussite majeure ; un bas niveau d'endettement et un déficit public sous contrôle ont contribué à restaurer la confiance et soutenir la croissance. Toutefois, le niveau de la pression fiscale a nettement augmenté depuis 2003, et est aujourd'hui probablement excessif. En 2004 et 2005, une modification importante de la politique budgétaire avec une réorientation en faveur de la consommation a propulsé le ratio des dépenses par rapport au PIB au-delà de 43 %, essentiellement sous l'effet du quasi-triplement en termes réels de la pension de base. Ces hausses spectaculaires des prestations de retraite ont amené le ratio des dépenses de retraite par rapport au PIB à un niveau supérieur à 14 %, soit l'un des plus élevés du monde. En 2005, le gouvernement a opéré une consolidation budgétaire impressionnante, principalement via l'élimination des avantages fiscaux aux entreprises, et non par une baisse des dépenses. Il sera probablement impossible, compte tenu de la tendance démographique, d'assurer la pérennité du système de retraite sans relever les âges, aujourd'hui relativement bas, de départ à la retraite. Le fardeau des dépenses de retraite limite également les possibilités de réduction des charges salariales, dont le niveau exceptionnellement élevé constitue une incitation forte à la sous-déclaration des salaires. Le frein à la croissance que constitue la forte pression fiscale est d'autant plus important en Ukraine que la structure même de l'imposition comporte d'importantes distorsions. En dépit de progrès évidents

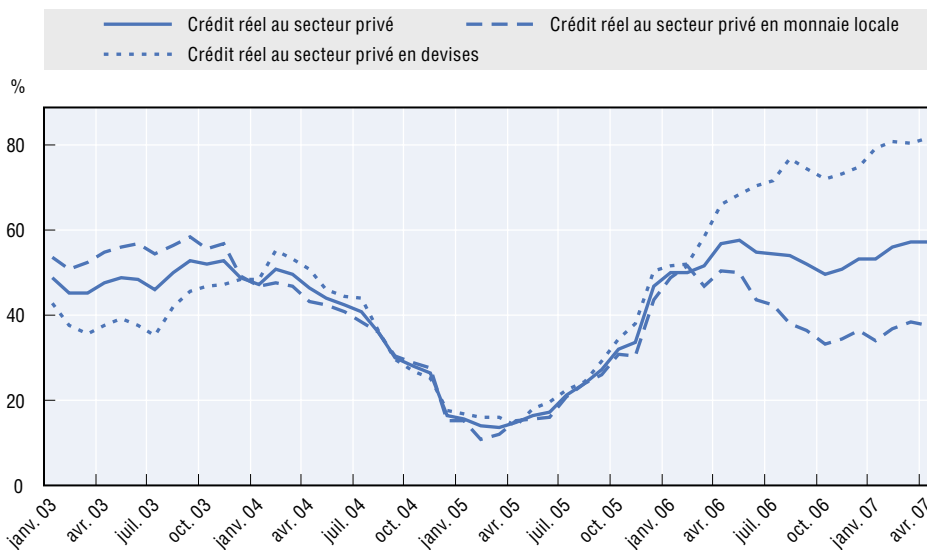
en termes de simplification de l'impôt sur le revenu des personnes morales et physiques et de réduction des exonérations fiscales, la marge de manœuvre est encore grande pour améliorer à la fois le fonctionnement de l'administration fiscale et la fiscalité elle-même tout en élargissant l'assiette de l'impôt. Les distorsions créées par le Système Fiscal Simplifié, qui est trop généreux, sont particulièrement problématiques.

L'ancrage nominal *de facto* au dollar demeure la pierre angulaire de la politique monétaire en Ukraine. Certes, cet ancrage a joué un rôle dans la stabilisation macroéconomique de l'après-crise financière de 1998, mais il contribue aujourd'hui à accroître la volatilité de l'inflation et les risques associés à la dollarisation croissante des actifs et des engagements des ménages et des entreprises. Le régime actuel de taux de change, combiné à des taux d'intérêt plus attractifs pour les prêts libellés en devises étrangères, incite très fortement à emprunter en dollars (graphique 1). Permettre au taux de change de fluctuer plus librement rendrait les risques de change plus apparents aux agents économiques, et pourrait ainsi contribuer à réduire la dollarisation. Une flexibilité accrue du taux de change pourrait aussi constituer la première étape d'une transition progressive vers un régime de ciblage d'inflation. Tout mouvement vers un nouveau cadre de la politique monétaire ne saurait être toutefois que graduel, en raison du sous-développement des marchés financiers, du niveau de monétisation relativement bas et de la faiblesse – par là même induite – du canal de transmission par les taux d'intérêt. Les autorités pourraient d'ores et déjà utiliser plus activement le canal du taux de change, qui apparaît comme relativement puissant, afin d'abaisser le niveau et la volatilité de l'inflation. Les conditions macroéconomiques semblent aujourd'hui globalement favorables à une telle évolution. ■

### Pourquoi l'amélioration du climat des affaires est si importante ?

L'économie ukrainienne se développe à présent de manière très dynamique, et l'Ukraine bénéficie encore d'une très grande marge de rattrapage. Toutefois, certains facteurs qui sous-tendent la phase de croissance récente sont transitoires : une détérioration des termes de l'échange est anticipée pour cette année, les prix de l'énergie devraient encore progresser, la période de gains de productivité « aisés » obtenus par la compression des effectifs et l'accroissement des capacités de production touche à sa fin, et la progression du crédit à la consommation est amenée à ralentir. Afin de pérenniser la phase de forte reprise sur le moyen-long

**Graphique 1.**  
**CROISSANCE RÉELLE DU CRÉDIT**  
En glissement annuel



Source : Banque nationale d'Ukraine.

terme, l'Ukraine se doit de réussir la transition vers une phase de croissance auto-entretenu tirée par l'investissement et l'innovation. Au-delà d'une augmentation de l'intensité capitaliste et plus grande efficacité dans l'allocation des ressources, cela demande de maintenir une solide croissance de la productivité totale des facteurs (PTF) à un moment où les facteurs de production eux-mêmes sont utilisés de manière plus intensive. Un climat des affaires dégradé constitue aujourd'hui le principal obstacle à l'accroissement du volume et de l'efficacité des investissements. Le niveau élevé d'incertitude, aussi bien juridique, réglementaire que relatif aux politiques publiques rend toute entreprise à long terme très risquée. Le caractère incertain et imprévisible de l'action de l'État provient dans de nombreux cas d'un manque de transparence qui, à son tour, alimente une corruption généralisée et affaiblit le droit de propriété. L'amélioration de la qualité des administrations publiques et le renforcement du gouvernement du droit demeurent donc des priorités tout à fait capitales. Poursuivre une politique de dérégulation pourrait aussi contribuer à réduire de manière substantielle les opportunités de corruption et d'actions arbitraires de la part de la bureaucratie. Toutefois, dans de nombreuses sphères, l'Ukraine a plutôt besoin d'une *meilleure* réglementation que, simplement, de moins de réglementation. ■

### Qu'est ce qui contraint le processus de création-destruction en Ukraine ?

Pour stimuler une solide croissance de la productivité et davantage d'innovation, il conviendra également de réformer profondément le marché des biens afin de permettre au processus de création-destruction de se développer. Étant donné que la restructuration des grandes entreprises publiques se heurte à des difficultés et, souvent, à des retards considérables, la réduction des barrières à l'entrée et le soutien en faveur de l'émergence de nouvelles activités ont été des moteurs primordiaux de la transformation des économies en transition les plus florissantes. Les obstacles à l'entrée et à la sortie sont encore substantiels en Ukraine. L'économie reste dominée par une industrie lourde à forte intensité énergétique, ce qui explique que la plupart des mesures prises dans le passé ont cherché à éviter plutôt qu'à favoriser les changements structurels pourtant nécessaires. L'analyse empirique des flux d'entrées et de sortie des entreprises confirme l'impression que l'Ukraine souffre singulièrement d'un problème de sortie du marché.

- Bien que les taux d'entrée aient enregistré une très nette hausse depuis 1995, les taux globaux de rotation des entreprises manufacturières (entrées et sorties additionnées) sont plutôt bas selon les normes de l'OCDE. Les taux de sortie, eux, demeurent extrêmement faibles et semblent expliquer la majeure partie de l'écart entre les taux de rotation en Ukraine et dans les pays membres de l'OCDE.
- En Ukraine, les entreprises entrantes sur le marché sont nettement plus productives que les entreprises déjà en place, de 40 % en moyenne sur l'ensemble de la période 1992-2005. Cela pourrait traduire les anticipations des nouveaux entrants quant aux conditions difficiles dans lesquelles ils vont devoir opérer – et donc de la nécessité pour eux d'être particulièrement efficaces pour avoir une chance raisonnable de survie et de croître.
- La sélection des entreprises destinées à sortir du marché semble inefficace, compte tenu du fait que la relation entre productivité et probabilité de sortie est ténue. En particulier, les entreprises du secteur privé de création récente et qui cessent leur activité sont nettement *plus* productives en moyenne à la fois que les entreprises privatisées ayant survécu et les entreprises publiques.

Le faible lien entre productivité et taux de survie est en grande partie la conséquence des nombreuses subventions explicites et implicites fournies à certains secteurs et à certaines entreprises. Même si les entreprises déjà en place n'en sont pas les seules bénéficiaires, il apparaît clairement que ces aides permettent à des acteurs peu performants de se maintenir sur le marché bien plus

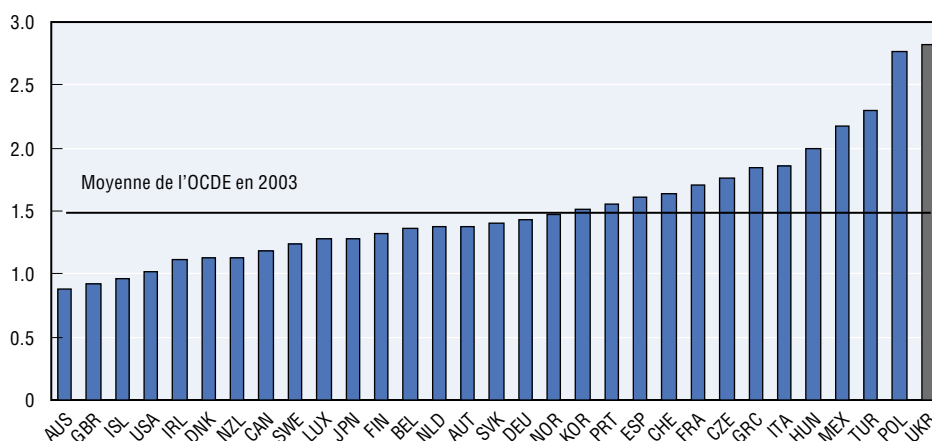
longtemps qu'ils ne le pourraient en d'autres circonstances. La perpétuation des aides à de nombreuses entreprises publiques est un autre pan du problème : selon les données officielles, 48 % environ du stock national de capital étaient encore, fin 2005, aux mains de l'État ou des collectivités locales, et 10 à 11 autres pour cent étaient de propriété mixte publique-privée. La taille du secteur des entreprises publiques limite à la fois les sorties du marché et les restructurations, et réduit aussi les opportunités d'entrée sur le marché : à la fois parce que les ressources disponibles pour les nouveaux entrants sont restreintes et parce que les conditions de la concurrence sont rendues plus difficiles compte tenu des privilèges formels ou informels dont jouissent fréquemment les entreprises publiques. Par ailleurs, la piètre gouvernance de la plupart des entreprises publiques les rendent facilement vulnérables à des activités de recherche de rente, soit de la part des dirigeants ou de personnes extérieures disposant des connexions adéquates. ■

### Comment la réglementation se compare-t-elle à celle des pays de l'OCDE ?

En Ukraine comme ailleurs, les obstacles à l'entrée et à la sortie du marché, ainsi qu'à la réallocation des ressources sont souvent le fait de réglementations excessives et souvent mal appliquées. Une évaluation systématique de la réglementation des marchés des produits (RMP) du pays est effectuée à l'aide des indicateurs élaborés par le Département des affaires économiques de l'OCDE et met en lumière l'apport que pourrait représenter, pour améliorer les performances économiques du pays, une réforme de la réglementation en direction d'une plus grande concurrence :

- Le niveau global de réglementation est plus élevé que celui, évalué en 2003, de l'ensemble de la zone OCDE (graphique 2). Si l'Ukraine obtient un score honorable pour quelques-uns des seize indicateurs élémentaires de la RMP, en particulier dans les domaines où des réformes ont été entreprises récemment, le fardeau imposé par la réglementation sur le marché des biens est nettement supérieur à la moyenne de l'OCDE pour les trois principales composantes de l'indicateur global : contrôle de l'État, obstacles à l'entrepreneuriat et obstacles aux échanges et à l'investissement.
- D'une manière générale, les obstacles à la croissance des entreprises semblent plus contraignants que les obstacles à l'entrée sur le marché. S'agissant de ces derniers, des améliorations considérables ont été observées récemment, mais les obstacles réglementaires à l'essor des entreprises, quelle que soit leur taille, restent très importants. Le fardeau induit par une mise en œuvre excessivement rigide des régimes de délivrance d'autorisations et de permis est particulièrement lourd, de même que le coût cumulé de l'arsenal de règlements tout à fait déconcertant

**Graphique 2.**  
INDICATEUR GLOBAL DE LA RÉGLEMENTATION DU MARCHÉ DES PRODUITS



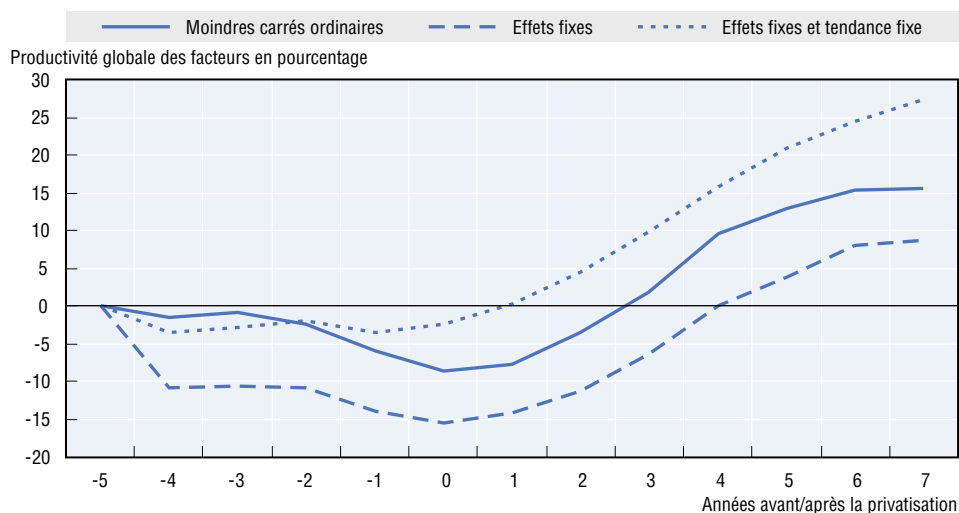
régissant l'enregistrement des biens fonciers et la conclusion de contrats. Cela ne sert guère qu'à rehausser les coûts de transaction, que ce soit en termes de délai ou en termes financiers.

- À certains égards, le processus de réglementation est autant un problème que la substance de cette dernière. L'Ukraine obtient un score plutôt médiocre en ce qui concerne la formulation de sa politique de réglementation et l'efficacité de sa communication avec le milieu des affaires. Cette situation découle en partie de son incapacité à définir clairement les divers rôles que l'État est censé jouer dans la vie économique, ou à les différencier, de manière à éviter des conflits d'intérêts indésirables.

L'une des grandes déceptions à ce jour relativement aux performances de l'Ukraine concerne sa relative incapacité à attirer davantage d'investissement direct étranger (IDE) : son stock d'IDE par habitant n'atteignait que 372 USD en 2005, soit à peine 16 % du niveau de la Pologne. Ce résultat apparaît comme très en deçà du potentiel ukrainien, compte tenu de la dotation du pays en capital humain, de l'avantage comparatif que lui confère le faible niveau relatif des salaires, la proximité du marché communautaire et la taille du marché intérieur. Les problèmes institutionnels et réglementaires identifiés plus haut semblent constituer la raison principale expliquant des flux entrants d'IDE très modestes. Si l'économie de l'Ukraine est à maints égards tout à fait ouverte aux échanges, l'exercice d'étalonnage de la réglementation sur le marché des biens met en lumière l'ampleur exceptionnelle des obstacles réglementaires aux échanges et à l'investissement. Il convient toutefois de ne pas exagérer le caractère discriminatoire de cette réglementation : les principaux obstacles à l'investissement ont pour origine le cadre institutionnel et réglementaire global auquel font face toutes les entreprises, qu'elles soient étrangères ou non. Étant donné les effets positifs potentiellement importants des IDE sur la PTF, l'Ukraine passe ici à côté d'une opportunité majeure pour faciliter sa modernisation industrielle. Les mesures visant à s'attaquer aux problèmes réglementaires et institutionnels pourraient dans ces conditions s'avérer particulièrement bénéfiques. L'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) devrait y contribuer. Ses effets directs – modification des droits de douane et amélioration de l'accès aux marchés étrangers – seront probablement limités, mais les gains en termes de bien-être associés à une diminution des obstacles formels et informels

### Graphique 3.

#### IMPACT DE LA PRIVATISATION SUR LA PRODUCTIVITÉ GLOBALE DES FACTEURS



Source : Brown and Earle (2007).

à l'investissement étranger, du renforcement des droits de propriété et d'une révision de la réglementation technique devraient s'avérer tout à fait substantiels. ■

### Pourquoi concurrence et privatisations demeurent des priorités capitales pour l'Ukraine?

Les résultats de l'exercice d'étalonnage relatif à la RMP suggèrent qu'une réforme de la réglementation pourrait contribuer à accroître à la fois l'efficacité de la réallocation des ressources et de la production, ce qui accélérerait la convergence de l'Ukraine avec ses voisins plus avancés. De fait, les effets positifs potentiels d'un accroissement de la concurrence devraient être plus élevés en Ukraine que dans la plupart des pays de l'OCDE ou des pays voisins car le niveau de concurrence sur les marchés ukrainiens, quoique en hausse ces dernières années, est globalement assez faible. Ces répercussions favorables d'une concurrence accrue sont corroborées par une analyse économétrique de l'impact de la concurrence sur la productivité de la main-d'œuvre, à partir de données d'entreprise pour la période 2000-2005. De cette analyse émerge notamment les conclusions suivantes :

- La concentration a un effet négatif et hautement significatif sur la croissance de la productivité du travail.
- Ces résultats sont robustes pour l'activité manufacturière dans son ensemble, et il apparaît que la relation est plus forte pour les seuls secteurs exposés à la concurrence des importations et ceux exposés à la concurrence sur les marchés à l'exportation.
- S'agissant des services marchands, l'effet est plus faible, mais encore très net.
- La concurrence avec les importations a des répercussions positives sur la productivité des entreprises nationales. L'effet est d'autant plus fort que la pénétration étrangère est moindre, ce qui suggère que l'ouverture initiale aux importations a un effet particulièrement important de stimulation de la productivité des entreprises nationales.

Les entreprises privées réagissent en général plus promptement que les entreprises publiques à une pression concurrentielle croissante et les acquis des privatisations sont souvent supérieurs lorsque les entreprises privatisées sont soumises à la concurrence. Cette complémentarité entre concurrence et privatisation porte à croire que des réformes visant à favoriser la concurrence seraient d'autant plus efficaces si elles s'accompagnaient d'une diminution du rôle des entreprises publiques dans l'économie. L'arrêt du mouvement de privatisation en Ukraine est donc particulièrement malvenu. On ne peut nier les défauts du processus de privatisation lui-même en Ukraine, mais cela ne doit pas faire perdre de vue les effets positifs des privatisations sur les performances des entreprises. Une analyse sur données de panel recueillies auprès d'entreprises manufacturières montre que, en cas de privatisation à des agents nationaux, la productivité totale des facteurs s'est accrue de 10 à 25% au cours des sept années qui suivent la privatisation, selon la spécification retenue (graphique 3). L'impact des privatisations à des actionnaires étrangers semble encore plus fort – même si les résultats sont moins robustes compte tenu de la taille réduite de l'échantillon. Ces résultats suggèrent que la contribution des privatisations à la croissance globale de la productivité dans le secteur manufacturier a été, au cours de la période récente, substantielle. ■

### Pour plus d'informations

Pour de plus amples informations à propos de cette Synthèse, veuillez contacter : Christian Gianella, courriel : christian.gianella@oecd.org, tél : +33 1 45 24 83 78 ou William Tompson, courriel : william.tompson@oecd.org, tél : +33 1 45 24 15 76 ou visitez [www.oecd.org/eco/etudes/ukraine](http://www.oecd.org/eco/etudes/ukraine).

## Références



**Études économiques :** Les *Études économiques* examinent les économies des pays membres et, de temps en temps, certains pays non membres. Il y a environ 18 études réalisées chaque année. Elles sont disponibles individuellement ou par abonnement. L'évaluation économique de l'Ukraine, 2007 est publiée dans cette série. Pour plus d'informations, veuillez consulter la section des périodiques de la librairie en ligne de l'OCDE à l'adresse Internet suivante :  
[www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie).

**Pour plus d'informations :** De plus amples renseignements concernant les travaux du Département des affaires économiques de l'OCDE, y compris des informations sur d'autres publications, des données statistiques, et des documents de travail sont disponibles pour téléchargement sur le site Internet à l'adresse :  
[www.oecd.org/eco](http://www.oecd.org/eco).

**Perspectives économiques n° 81**, juin 2007. Pour plus d'informations concernant cette publication veuillez visiter le site Internet de l'OCDE :  
[www.oecd.org/eco/perspectiveseconomiques](http://www.oecd.org/eco/perspectiveseconomiques).

**Réformes économiques : Objectif croissance** – Édition 2007. Pour plus d'informations concernant cette publication veuillez visiter le site Internet de l'OCDE : [www.oecd.org/croissance/objectifcroissance2007](http://www.oecd.org/croissance/objectifcroissance2007).

---

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne :  
[www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles sur notre bibliothèque en ligne : [www.SourceOCDE.org](http://www.SourceOCDE.org)

---

## Où nous contacter ?

### SIÈGE DE L'OCDE DE PARIS

2, rue André-Pascal  
75775 PARIS Cedex 16  
Tél. : (33) 01 45 24 81 67  
Fax : (33) 01 45 24 19 50  
E-mail : [sales@oecd.org](mailto:sales@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

### ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE de Berlin  
Schumannstrasse 10  
D-10117 BERLIN  
Tél. : (49-30) 288 8353  
Fax : (49-30) 288 83545  
E-mail :  
[berlin.contact@oecd.org](mailto:berlin.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org/deutschland](http://www.oecd.org/deutschland)

### ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE  
de Washington  
2001 L Street N.W., Suite 650  
WASHINGTON DC 20036-4922  
Tél. : (1-202) 785 6323  
Fax : (1-202) 785 0350  
E-mail : [washington.contact@oecd.org](mailto:washington.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecdwash.org](http://www.oecdwash.org)  
Toll free : (1-800) 456 6323

### JAPON

Centre de l'OCDE de Tokyo  
Nippon Press Center Bldg  
2-2-1 Uchisaiwaicho,  
Chiyoda-ku  
TOKYO 100-0011  
Tél. : (81-3) 5532 0021  
Fax : (81-3) 5532 0035  
E-mail : [center@oecdtokyo.org](mailto:center@oecdtokyo.org)  
Internet : [www.oecdtokyo.org](http://www.oecdtokyo.org)

### MEXIQUE

Centre de l'OCDE du Mexique  
Av. Presidente Mazaryk 526  
Colonia: Polanco  
C.P. 11560 MEXICO, D.F.  
Tél. : (00 52 55) 9138 6233  
Fax : (00 52 55) 5280 0480  
E-mail :  
[mexico.contact@oecd.org](mailto:mexico.contact@oecd.org)  
Internet :  
[www.oecd.org/centrodemexico](http://www.oecd.org/centrodemexico)

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques de la Direction des relations publiques et de la communication. Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.